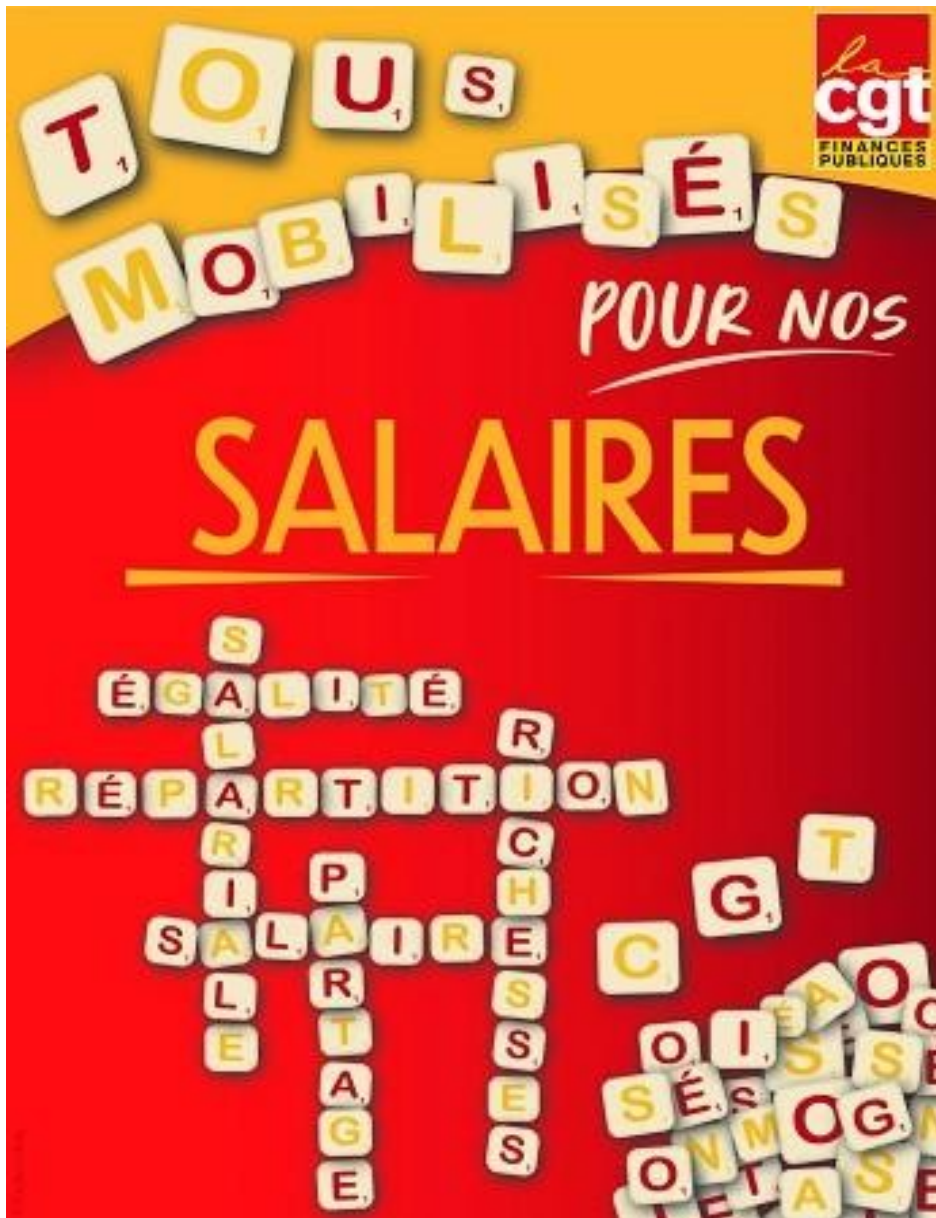


# Le Vilain Petit Canard

«Ensemble, pour être plus forts !»



Le Journal Trimestriel de la section CGT Finances publiques 95 - décembre 2021



## ACTUALITES DU 95

Trésorerie Hôpital de Pontoise p. 2

## POUVOIR D'ACHAT

Une paille de 15 € p. 3

## VIE DES SERVICES

Problèmes au SIP de Garges p. 3

## BAROMETRE SOCIAL

Ne pas se diviser p. 3

## NRP DANS LE 95

Fermetures de trésoreries p. 3

## INTERNATIONAL

Pandora Papers p. 4

**Ne restez pas isolé !  
SYNDIQUEZ-VOUS**



## Congrès de l'UD CGT 95

Le congrès de l'union départementale s'est déroulé du 29 septembre au 1<sup>er</sup> octobre 2021 à Cergy. Ces 3 jours de débats ont permis aux 160 [délégués](#) [présents](#) d'échanger sur la situation économique et sociale de notre pays et sur la **meilleure façon d'améliorer la condition des femmes et des hommes** qui y vivent. Nous avons pu aborder ensemble de nombreux sujets d'actualité comme le combat contre les idées d'extrême droite, la crise climatique et la crise sociale/même combat ou la nécessité de gagner l'égalité entre les femmes et les hommes et plus généralement de comment combattre le capitalisme.

Ces débats sont intéressants car ils nous ont permis de prendre des décisions concrètes. A nous maintenant de les faire connaître et de les faire vivre.

Nathalie Desjacques, ancienne secrétaire de la section CGT Finances Publiques, a été reconduite Secrétaire générale de l'UD. **Bravo à elle et à l'équipe CGT !**

## 15 € pour financer la mutuelle, une paille !

Dans sa grande bonté, le gouvernement a décidé de donner l'exemple de l'aide au financement des complémentaires santé en nous donnant gracieusement 15€ par mois. Et encore, pas immédiatement, comme l'argent magique versé aux entreprises, mais seulement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

C'est toujours ça de pris, mais notre mutuelle nous coûte plusieurs dizaines d'euros par mois, sans compter les frais médicaux pas remboursés. Alors, ces 15€ sont bien insuffisants pour faire face aux dépenses de santé qui s'allongent, contrairement à nos salaires ! **Augmentation des salaires !**

## Ne restez pas isolé. Syndiquez-vous !

Nous traversons une période de profondes transformations. Les bouleversements qu'elles engendrent pèsent sur notre quotidien, sur nos conditions de travail, interrogent notre avenir. La méthode choisie pour les imposer nous donne souvent le sentiment d'être impuissant•e•s.

Comment intervenir sur les choix qui nous touchent directement ?  
Comment agir pour maîtriser notre avenir ?

La réponse n'est pas simple. Une chose est sûre, chacun•e d'entre nous détient une part de la solution. Beaucoup dépend de ce que nous sommes capables de faire ensemble pour que notre avis soit entendu, que les revendications élaborées ensemble trouvent une issue positive. La première question à laquelle il nous faut répondre est celle de notre nombre. Nous avons besoin d'être plus de têtes, plus de bras, nous avons besoin que la CGT devienne plus forte, qu'elle s'ouvre à toutes celles et tous ceux qui le souhaitent, qu'elle s'installe dans le quotidien de travail de tous et toutes, partout. Vous y avez toute votre place, tel•le•s que vous êtes. La CGT c'est une somme de différences, qui donne vie à une même passion, qui se nourrit des valeurs de justice, de solidarité, de démocratie, d'antiracisme.

**Pour défendre les intérêts individuels et collectifs des salarié•e•s. Pour gagner des avancées en matière de salaires, de carrières, de conditions de travail, de lutte contre la précarité...**



## Trésor de Pontoise Hôpital : la direction et le gouvernement sont responsables

A la trésorerie de Pontoise, la direction menaçait de suspendre les 3 collègues qui ont choisi de ne pas accepter la vaccination obligatoire. Face à ce chantage, ils ont préféré se mettre en grève, et utiliser leurs derniers jours de congés. Ils sont donc depuis le 15 septembre absents du service et ne seront pas payés. Cette situation les pénalise, et pénalise également leurs collègues, qui sont censés travailler sans eux.

Précisons par ailleurs que la trésorerie de Pontoise est la seule trésorerie du Val d'Oise concernée par l'obligation vaccinale, car seule trésorerie considérée comme étant dans l'enceinte de l'hôpital (bien que le bâtiment soit entièrement indépendant).

Cette situation met tous les collègues dans l'embarras. **Mais à qui la faute ?** Pour la CGT, c'est clairement le gouvernement et la DGFIP qui sont responsables, par le choix politique de rendre la vaccination obligatoire dans les hôpitaux, mais surtout pas là où cela dérangerait le patronat (rappelons que le RER, qui charrie chaque jour des milliers de travailleurs qui se rendent au travail n'est pas concerné par l'obligation vaccinale). Actuellement, aucune proposition de déplacement n'a été faite à ces trois agents alors que **nous manquons de bras dans de nombreux postes et que beaucoup de nos collègues sont en souffrance au travail.**

Cette obligation vaccinale peut nous diviser entre vaccinés/non vaccinés. Mais attention : n'oublions pas qu'elle est bien commode pour nos gouvernants car elle permet de faire parler d'autre chose que de leur incurie à gérer la pandémie (120 000 morts du Covid et des milliers d'opérations retardées), de leur empressement à supprimer des moyens pour l'hôpital public (entre autres).

Ne nous laissons pas diviser par un gouvernement dont nous n'avons pas de leçon à recevoir !

## SIP de Garges : des revendications à défendre

En HMI ces derniers mois, au SIP de Garges, les collègues ont discuté de 3 choses qui les préoccupent :

1. au téléphone, le délai de latence de quelques secondes entre deux appels, qui devrait exister réglementairement, est absent. Les appels s'enchaînent sans discontinuer, ce qui est abrutissant. Face aux remontées de la CGT sur ce problème, la direction a répondu qu'elle ne comprenait pas pourquoi ce délai de latence ne fonctionne pas.
2. au BFRU, les pauses ne sont pas prévues lors de la réception du public (téléphone ou rendez-vous). Certains collègues n'osent pas interrompre leur travail pour souffler quelques minutes en milieu de demi-journée. D'autres, plus hardis, font leur pause sans le demander, même si cela n'est pas prévu.
3. les collègues estiment qu'il serait normal qu'eux aussi, bénéficient d'une prime de 10 000 € (comme dans le 93) pour rester dans ce service dont le taux de rotation du personnel est très important.

La CGT soutient les collègues qui souhaitent que ces sujets légitimes deviennent des revendications exprimées et défendues par des actions des agents. Nos HMI ont servi à faire émerger ces problèmes dans la libre discussion. Mais, pour les résoudre, il faudra contraindre la direction par des mobilisations qui restent à construire. Ceux qui en ont la force, ce sont les agents, rassemblés autour de leurs revendications.

**Le combat ne fait que commencer !**

## Ne pas se diviser

Diviser pour mieux régner : le vieil adage fait toujours recette gagnante quand il s'agit d'abuser d'un pouvoir non induit par la force du nombre. Dans cette période à échéance électorale proche, tous les sujets sont bons pour diviser la population et faire main basse sur des bribes d'électorat à partir d'idées qui ne donneront pas d'avancées sociales : vax ou antivax, sécurité, immigration éludent pouvoir d'achat, libertés individuelles et épanouissement professionnel et personnel.

Cette division s'invite aussi dans notre quotidien à la DDFiP 95. Tous les services ont subi restructurations et réorganisations forcées dans le « Cap 2022 » et cela, surtout pour faciliter la suppression de personnels dans la fonction publique et masquer un problème plus profond : à force de supprimer des postes, il ne reste plus assez de personnels pour faire le travail correctement. Ces nouveaux services en blocs fonctionnels sont mis en place sans quantification réelle et valorisée des travaux effectués depuis des années par des agents soucieux du service public. Il en résulte un flou en ce qui concerne certaines tâches qui peut pousser à se rejeter la faute ou la charge entre services. Il y a 2 points à garder à l'esprit :

- 1- il incombe aux réorganisateur de définir clairement les missions et la répartition des tâches.
- 2- la tâche n'est pas aisée et bien souvent laissée de côté car le problème de fond des postes supprimés et de quantité de travail est aggravé par ces réorganisations.

Plus que jamais, il faut s'unir et non se disperser dans des débats qui n'ont pas lieu d'être. Notre nombre fait notre force et le travail qui s'accumule n'est pas la conséquence d'un collègue en arrêt ou d'un autre service qui ne ferait pas son travail, mais des choix politiques qui nous diminuent d'années en années pour laisser place à des structures privées. Ne perdons pas cela de vue.



## Fermetures de sites dans le Val d'Oise : une direction sourde, mais qui ne convainc personne

En 2022, la DDFiP du Val d'Oise compte fermer 5 nouveaux sites : les trésoreries de Gonesse, Luzarches, Eaubonne, Louvres et Argenteuil Hôpital. Et ce n'est pas faute de la part de la CGT, d'avoir marqué son opposition. Mais la direction reste sourde, comment s'en étonner ? Elle ne se sent pas obligée de revenir sur ces projets néfastes, sur le tout-internet-et-puis-débrouillez-vous, parce que les dernières mobilisations n'ont pas été assez massives pour inverser le rapport de force.

Sur ces 5 sites, nous avons rencontré les collègues à de nombreuses reprises : ils savent que, si les fermetures de services aboutissent à un « moins pire » parce qu'il y aura + d'agents dans les futurs services fusionnés, il y aura aussi + de travail. Toutes ces fusions/fermetures de services ne résoudre pas les problèmes actuels, contrairement aux discours que tient la direction.

Pour rappel, il y avait 39 sites impôts/trésors dans le Val d'Oise en 2005. **Il n'en restera plus que 14 en 2022...**

Retrouvez toutes nos infos sur notre site : <https://95.cgtfinancespubliques.fr/>



## ***Pandora Papers : évasion fiscale et discrédit politique***

Une nouvelle enquête de journalistes sur des documents de cabinets spécialisés dans les paradis fiscaux montre l'implication de responsables politiques de plus de 90 pays.

Près de 12 millions de fichiers émanant de quatorze cabinets fiscaux spécialisés dans les paradis fiscaux ont été transmis par une source anonyme aux journalistes de l'ICIJ (International Consortium of Investigative Journalists).

### **L'enquête a mis à jour des milliers de sociétés écran et des centaines de personnes qui cachent leurs avoirs dans les paradis fiscaux.**

De nombreux criminels, plus de cent milliardaires figurent dans cette liste, mais aussi 330 responsables politiques de plus de 90 pays, dont 35 chefs d'État.

On peut notamment y lire les noms de l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, de l'ancien directeur général du Fonds monétaire international Dominique Strauss-Kahn, ou de l'actuel Premier ministre tchèque Andrej Babis.

Les investigations de l'ICIJ montrent que « *des dirigeants internationaux qui pourraient s'attaquer à l'évasion fiscale offshore en ont au contraire secrètement profité, en déplaçant de l'argent et des actifs hors de la portée des autorités fiscales et policières* » peut-on lire sur le site du consortium.

### **Parmi ces dirigeants, certains prétendaient même lutter contre l'évasion fiscale.**

Le fait que des personnalités politiques figurent dans ces fichiers ne manquera pas d'alimenter la défiance grandissante envers la classe politique.

Alors que l'État supprime des postes dans la fonction publique et n'investit pas dans les infrastructures, « *on pourrait récupérer plusieurs dizaines de milliard d'euros si on luttait efficacement contre la fraude et l'évasion fiscale* » déplore Mickaël Wicke, de la CGT Finances.

Mais, depuis vingt ans, 40 000 emplois ont été supprimés dans les finances publiques, principale administration chargée du contrôle, posant la question de la réelle volonté politique de lutter contre ce fléau.



Seuls les plus riches ont les moyens d'avoir recours aux services de conseillers et d'avocats fiscalistes qui les aident à échapper à l'impôt. Ces dernières années, les impôts progressifs ont diminué, ce sont de plus en plus des taxes (comme la TVA) qui pèsent lourdement sur ceux et celles qui ne peuvent pas cacher leurs biens dans les paradis fiscaux.

L'évasion fiscale « *joue sur les différences entre les législations nationales* » explique Mickaël Wicke.

### **Elle représente un manque à gagner de 100 milliards d'euros par an pour la France et 1 000 milliards pour l'Union européenne.**

La CGT prône une taxation unitaire des multinationales au niveau mondial, basée sur l'activité réelle de l'entreprise pays par pays.



**230 000 femmes sont victimes de violences conjugales chaque année.**

**Chaque jour, 10 viols ou tentatives de viols se produisent sur un lieu de travail.**

**80 % des femmes disent être victimes de sexisme au travail, 30 % de harcèlement sexuel.**

**AU TRAVAIL, DANS LA VIE,  
#STOPVIOLENCE SEXISTES  
ET SEXUELLES**

Retrouvez toutes nos infos sur notre site : <https://95.cgtfinancespubliques.fr/>